

L'évolution de l'agriculture en Croatie depuis 1948

Jovancevic R.

in

Jouve A.-M. (ed.).

La modernisation des agricultures méditerranéennes (à la mémoire de Pierre Coulomb)

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 29

1997

pages 95-103

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI971505>

To cite this article / Pour citer cet article

Jovancevic R. **L'évolution de l'agriculture en Croatie depuis 1948**. In : Jouve A.-M. (ed.). *La modernisation des agricultures méditerranéennes (à la mémoire de Pierre Coulomb)*. Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 95-103 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 29)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>



Moissonneuses-batteuses chinoises en Albanie © Adrian Civici

L'évolution de l'agriculture en Croatie depuis 1948

Radmila Jovancevic

Faculté d'Economie, HR Vatsa, Université de Zagreb (Croatie)

Résumé. L'économie croate a connu depuis la Deuxième Guerre mondiale une forte croissance et de grandes transformations, notamment une industrialisation rapide et le recul de l'importance économique de l'agriculture. Très récemment, cette évolution s'est inversée, à cause de la transition à l'économie de marché, de la guerre et du chômage.

La croissance de l'agriculture a également été forte pendant toute cette période, tirée par le demande, avec une augmentation importante de la productivité. Mais la paysannerie – qui exploite 78% des terres arables – n'a pas participé à cet essor ; elle en a même été écartée du fait de sa résistance à la collectivisation pendant la période communiste. Aussi, aujourd'hui, les exploitations agricoles privées sont dans une situation très problématique : petites structures, morcellement, vieillissement, faibles revenus, recours au temps partiel. La vulgarisation et la formation professionnelle agricoles sont une nécessité absolue pour vaincre ces difficultés.

Mots clés. Agriculture croate – Régime de propriété – Paysans – Exploitations à temps partiel – Offre et demande alimentaires – Formation professionnelle agricole

I – Le secteur agricole dans l'économie nationale

Au cours de la première moitié du XXe siècle, la Croatie était une économie à prédominance agricole. Jusqu'en 1948, plus des deux tiers de la population totale étaient employés dans l'agriculture et près de 40% de l'ensemble de l'économie nationale dépendait dans une large mesure de l'état du secteur agricole.

La croissance économique qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, conjuguée avec une industrialisation rapide, a fait perdre à l'agriculture son rôle prédominant dans l'économie du pays. Cela s'est traduit par une diminution régulière de l'importance de l'agriculture dans l'économie nationale, quelle que soit la façon dont on la mesure. Le pourcentage de la population agricole est tombé de 56,3% en 1948 à 43,9% en 1961 et à 9,1% seulement en 1991 (Tableau 1). Il en va de même pour la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut. Malgré l'augmentation de la production agricole et du PIB, la contribution de l'agriculture au PIB est tombée de 33,5% en 1950 à 15,9% en 1970 et à 10% seulement en 1990 (Tableau 2). En 1991, 13% de la population active totale de la Croatie étaient employés dans le secteur agricole, assurant 10% du total des exportations. Cette tendance à la diminution de l'importance de l'agriculture s'est inversée il y a quelques années : les difficultés que pose la transition de l'économie vers de nouvelles conditions de marché, ajoutées à la guerre civile et la montée du chômage, ont redonné la possibilité d'employer dans l'agriculture des ouvriers qui travaillaient dans l'industrie.

Tableau 1. Population totale et population agricole en Croatie (1910-1991) (en milliers)

Recensement	Population totale	Population agricole	Changements dans la population agricole entre les recensements	Population agricole en % de la population totale
1910	3 461	2 719	..	78,6
1931	3 785	2 635	- 84	69,5
1948	3 780	2 505	- 130	66,3
1961	4 160	1 825	- 680	43,9
1971	4 426	1 212	- 613	27,4
1981	4 601	668	- 544	14,5
1991	4 784	410	- 258	9,1

Tableau 2. Produit intérieur brut (PIB) de la Croatie (1940-1990) et rôle de l'agriculture (\$US 1990)

Année	Population (milliers)	PIB total (millions \$)	PIB (\$) par habitant	Rôle de l'agriculture (en % du PIB)
1940	4 190	7 017	1 675	37,2
1950	3 840	7 069	1 841	33,5
1960	4 140	12 869	3 110	24,9
1970	4 406	21 444	4 865	15,9
1980	4 588	32 785	7 165	11,7
1990	4 770	33 458	7 015	10,0

II – Evolution du secteur agricole

La Croatie est un pays à forte densité de population et de nombreux paysans ont été obligés dans le passé de défricher les terrains en pente pour y installer des cultures, des vergers et des vignobles, provoquant ainsi une forte érosion. La pression exercée par la population agricole sur les terres ayant diminué au cours des cinquante dernières années, les superficies de terres arables et agricoles ont eu tendance à diminuer (comme il ressort du Tableau 3). L'abandon des terres arables s'est accéléré après 1970 (4% entre 1939 et 1970 et 7% supplémentaires entre 1970 et 1990). Cela est essentiellement dû à l'exode massif de la population rurale de la région montagneuse du centre de la Croatie.

Tableau 3. Terre et travail en Croatie (1939-1991)

	1939	1950	1970	1991
1. Terres arables (milliers ha)	1 798	1 679	1 735	1 607
Labourables	1 631	1 526	1 580	1 466
Vergers	57	85	70	70
Vignobles	110	95	85	71
Prairies	477	467	458	413
Pâturages	1 296	1 285	1 147	1 155
2. Superficie agricole	3 570	3 431	3 368	3 208
3. Population (milliers)				
Total	4 068	3 840	4 406	4 784
Population agricole	2 730	2 480	1 260	410
Actifs agricoles	1 450	1 280	740	265
4. Terres arables disponibles (ha habitant)				
Total	0,44	0,44	0,39	0,34
Population agricole	0,66	0,68	1,38	3,92
Actifs agricoles	1,24	1,31	2,34	6,06

La Croatie a maintenant 0,34 ha de terres arables par habitant. Cela correspond à la moyenne européenne (moins que dans l'ex-URSS, qu'en Espagne, qu'au Danemark et qu'en Hongrie et plus qu'en Italie, qu'en Autriche, qu'en Allemagne, qu'au Royaume-Uni et surtout qu'en Belgique et qu'aux Pays-Bas). Cependant, bien que la situation se soit considérablement améliorée, l'agriculteur croate ne cultive en moyenne que 6,1 ha de terres arables, c'est-à-dire la moitié seulement des chiffres correspondants pour l'Europe de l'Ouest et un dixième des superficies cultivées par les exploitants nord-américains.

Ces terres, en diminution, sont maintenant réparties entre d'anciennes fermes d'Etat de dimension considérable et des coopératives (qui possédaient, en 1991, 22% des terres arables), situées pour l'essentiel dans les régions fertiles des plaines du Nord) et des propriétaires privés (78%), paysans, exploitants à temps partiel et citadins. Cette structure de la propriété dans l'agriculture est le résultat des politiques agricoles menées dans l'ex-Yougoslavie.

Le système de propriété privée a survécu durant la période 1945-1990, malgré les pressions exercées sur les paysans. En 1945, la réforme agraire a limité la propriété à 25-35 ha de terres agricoles. Les exploitants possédant de plus grandes exploitations ont été obligés de rendre à l'Etat les terres en excédent. Ces terres ont été distribuées à des petits exploitants et des fermes d'Etat. La paysannerie a subi une autre attaque en 1947, année où une tentative de collectivisation de l'agriculture croate a été lancée, qui s'est cependant heurtée à la résistance passive des paysans (un quart seulement environ des exploitations ont choisi les kolkhozes). Ces «coopératives de travail agricole», dont la situation se trouvait aggravée par l'inefficacité des politiques, ont été progressivement dissoutes. Les fermes d'Etat n'ont gardé que 8% environ de terres arables, lesquelles se composaient en grande partie de terres confisquées lors de la réforme agraire de 1945 (aux églises, banques et minorités nationales). Pour empêcher la création de petites exploitations économiquement viables, un nouveau plafond a été imposé en 1953 : les paysans n'étaient autorisés qu'à 10 ha de terres arables.

A partir de 1957, la politique communiste a lancé une nouvelle attaque contre les familles d'exploitants, cette fois en entreprenant une «socialisation progressive» de l'agriculture. Des crédits intéressants étaient proposés aux fermes d'Etat pour leur permettre d'acheter les terres des paysans ou de s'étendre sur les «parcours communaux». La mise en valeur de terres incultes a aussi profité aux fermes d'Etat. Ces dernières ont ainsi pu agrandir leurs territoires ; par contre, en imposant des plafonds aux petites exploitations, la politique agricole limitait les possibilités d'expansion des paysans. Le résultat de l'évolution progressive du régime de propriété est illustré au Tableau 4.

Tableau 4. Régime de propriété des terres arables en Croatie (1950-1991)

Propriétaires	1950	1960	1970	1980	1991
A. Terres arables, y compris prairies (milliers ha)					
Particuliers	1 785	2 009	1 831	1 680	1 572
Kolkhozes	328	1	-	-	-
Coopératives	5	46	15	10	10
Fermes d'Etat	120	171	346	392	438
Total	2 238	2 227	2 192	2 082	2 020
B. Structure de la propriété (en %)					
Particuliers	79,8	90,1	83,5	80,7	77,8
Kolkhozes	14,6	0,1	-	-	-
Coopératives	0,2	2,1	0,7	0,5	0,5
Fermes d'Etat	5,4	7,7	15,8	18,8	21,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Par ailleurs, les paysans ont ressenti directement les effets des limites qui leur étaient imposées. Outre le plafond qui avait été fixé et l'impossibilité pratique d'obtenir un crédit auprès des banques, la terre était divisée en de nombreuses petites bandes revenant aux enfants (ancien droit de succession slave). La parité des revenus s'est de plus en plus dégradée pour les familles de paysans. Le revenu des ménages agricoles, qui atteignait au début des années 60 un niveau de 60% du revenu des ménages non agricoles, est tombé à moins de 45% au début des années 1980. La majorité des jeunes ruraux ne voulait pas continuer à vivre dans des conditions aussi déplorables. L'agriculture devenait donc de plus en plus une profession réservée aux personnes âgées et aux femmes. On a calculé que près d'un tiers des actifs agricoles en 1991 avaient plus de 60 ans (Tableau 5). Les sociologues parlent d'une féminisation et d'une sénilisation de la main-d'oeuvre agricole.

Tableau 5. Répartition selon l'âge de la population agricole croate (1961-1991)

Recensement	Population agricole totale (milliers)	% par classe d'âge				
		0-14 ans	15-49 ans	50-59 ans	60-64 ans	+65 ans
1961	1 825	25,8	44,5	14,7	5,7	9,3
1981	668	12,4	39,1	20,8	6,2	20,7
1991	410	12,3	36,7	20,5	10,6	19,9

- Entre 1945 et 1990, l'idéologie communiste, qui sous-estimait l'individu et son travail, a exalté l'idée de «travail associé» et de «propriété sociale». Le village et le paysan, la famille villageoise même, étaient en train de disparaître. Par ailleurs, un énorme système de production était mis en place, notamment de grands domaines regroupés et autres types de grandes exploitations agricoles. Ces exploitations coopéraient parfois avec les paysans pour renforcer leur base de production mais géraient le domaine comme elles l'entendaient. Limités par le plafond fixé à 10 ha de terres arables et dépourvus de main-d'oeuvre (car la jeune génération partait pour les villes), les paysans utilisaient la plus grande partie de leur production pour couvrir les besoins de leur famille et n'en commercialisaient qu'une petite partie.

C'est sur la structure des exploitations que la politique agricole communiste a eu l'effet le plus dévastateur. La petite structure inefficace dont avaient hérité les exploitations est demeurée figée. Le nombre des exploitations a augmenté de 12% entre 1931 et 1960, et la taille moyenne n'était plus que de 3,1 ha en 1960. A partir de 1960, le nombre des exploitations a commencé à diminuer (entre 1960 et 1991, près de 119 000 exploitations ont disparu, ce qui correspond à un rythme de 0,5% par an), mais du fait qu'une partie des terres est allée aux fermes d'Etat, la taille moyenne des exploitations a diminué (atteignant 2,9 ha en moyenne par exploitation). Ces faits sont illustrés par le Tableau 6. La situation concernant la taille des exploitations en Europe et en Amérique du Nord est bien connue et n'a pas besoin d'être rappelée. Le fait est que la taille moyenne des exploitations en Croatie est restée faible par rapport au reste du monde développé.

Tableau 6. Exploitations agricoles privées en Croatie (1990-1991)

Recensement	Nombre d'exploitations (milliers)	Nombre de personnes sur les exploitations (milliers)	Terres arables (3) (milliers ha)	Par exploitation	
				ha de terres arables	membres de la famille
1900 (1)	521	2 588	2 182	4,2	5,0
1931 (2)	585	2 556	2 206	3,8	4,4
1960 (1)	653	2 775	2 009	3,1	4,3
1969 (1)	615	2 488	1 831	3,0	4,0
1981 (2)	569	2 062	1 665	2,9	3,6
1991 (2)	534	1 748	1 572	2,9	3,3

(1) Recensement agricole
 (2) Recensement de la population
 (3) Y compris les prairies

Pour parvenir à un niveau de vie convenable, la plupart des paysans ont été obligés d'entreprendre des activités non agricoles. Une nouvelle catégorie sociale émergeait progressivement dans les villages : les exploitants à temps partiel. L'augmentation du nombre d'ouvriers agricoles ayant abandonné l'agriculture comme activité principale mais gardant leur exploitation a eu de nombreux effets positifs, tout en créant de nouveaux problèmes dans les campagnes. On estime qu'en 1931 moins d'un dixième des exploitations étaient à temps partiel. Ce pourcentage est passé à 34% en 1960 et à 78% en 1991 (Tableau 7). Du fait que ces exploitations à temps partiel bénéficient d'un revenu nettement plus élevé que les autres exploitations, elles ont introduit dans les villages de nombreuses machines permettant d'économiser du travail (tracteurs et moissonneuses-batteuses), de nouvelles normes d'habitation et, enfin et surtout, l'habitude de donner leurs terres à bail aux «administrateurs» villageois qui étaient prêts à payer un loyer aux propriétaires.

Tableau 7. L'agriculture à temps partiel en Croatie (1931-1991)

Recensement	Nombre d'exploitations (milliers)		Population des exploitations (milliers)		Agriculture à temps partiel (%)	
	Total	Temps partiel	Total	Temps partiel	des exploitations	de la population
1931	585	54	2 556	237	9,2	9,3
1960	653	223	2 775	914	34,2	32,9
1969	615	289	2 488	1 075	46,9	43,2
1981	569	407	2 062	1 412	71,5	68,5
1991	534	415*	1 748*	1 338	77,7	76,5

* Estimation de l'auteur.

Une difficulté supplémentaire que pose l'agriculture croate est le fractionnement des terres en de nombreuses petites bandes. D'après les données provenant des recensements agricoles, la terre d'une exploitation moyenne est divisée en huit bandes qui ne sont souvent pas reliées entre elles par des chemins et qui sont parfois éloignées les unes des autres. Cette situation est surtout due aux lois successorales en vigueur, aux termes desquelles chaque enfant a le droit de réclamer une partie égale de la terre à la mort de ses parents. Cela a aggravé et perpétué la fragmentation des terres. Dans ces exploitations, il est beaucoup plus difficile d'utiliser rationnellement la terre et l'efficacité des machines et du travail est faible (beaucoup de temps est gaspillé pour atteindre chaque parcelle de terre). Le regroupement des terres semble être indispensable pour qu'une exploitation soit efficace.

On estime donc que la création d'exploitations économiquement viables est l'une des tâches principales de la politique agricole de l'avenir. L'éducation des agriculteurs semble la condition préalable à la réalisation de cet objectif à long terme.

Tableau 8. Taille des exploitations agricoles de la Croatie (1960-1991)

Taille des exploitations (ha)	Nombre d'exploitations dans chaque catégorie					
	(en milliers)			(en %)		
	1960	1981	1991	1960	1981	1991
- 0,5	64	103	105	9,8	18,1	19,7
0,5 - 1,0	62	78	81	9,4	13,7	15,1
1,0 - 2,0	127	109	110	19,5	19,2	20,6
2,0 - 3,0	109	87	75	16,7	15,3	14,0
3,0 - 4,0	78	46	42	12,0	8,1	8,0
4,0 - 5,0	65	49	38	9,9	8,6	7,1
5,0 - 8,0	94	64	53	14,5	11,2	9,9
8,0 - 10,0	27	19	16	4,1	3,3	3,1
+10,0	27	15	13	4,1	2,8	2,5
Total	653	569	534	100	100	100

1. Offre et demande de produits alimentaires, circuits de commercialisation

Le taux de croissance de l'agriculture croate entre 1947 et 1990 est assez frappant : 2,7% par an pour toute la période. En 1990, la production totale était de 3,1 fois supérieure à ce qu'elle était en 1947. La croissance démographique n'atteignait que 0,55% par an, de sorte que l'augmentation annuelle moyenne de la production par habitant s'élevait à 2,1%. Cette hausse a été moins rapide pour les céréales (pour lesquelles la production moyenne par habitant est passée de 341 kg en moyenne, pour la période allant de 1945 à 1949, à 819 kg pour la période 1985-1989) que pour l'élevage où l'augmentation de la demande a été particulièrement forte.

La diminution de la population active agricole étant devenue une caractéristique permanente de l'agriculture croate, après la Seconde Guerre mondiale (3,7% par an), le taux de croissance de la productivité du travail agricole a dépassé de 6,6% le taux de croissance de la productivité nationale et industrielle. Cette augmentation est essentiellement due à une mécanisation de l'agriculture, à l'augmentation rapide de la consommation d'engrais, à l'introduction de nouvelles techniques de production utilisant de nouvelles variétés de semences, du maïs hybride, des méthodes d'élevage plus intensives, etc.

Cette vigueur de la production était essentiellement attribuable à l'augmentation de la demande de produits alimentaires découlant d'une hausse soutenue du revenu national. Le taux de croissance du PIB par habitant était proche de 4% par an, ce qui a entraîné une progression considérable du volume de la consommation individuelle. La demande de produits alimentaires a évidemment augmenté plus lentement que celles d'articles non alimentaires. Du fait que le niveau de la consommation alimentaire était assez faible, l'élasticité-revenu implicite des dépenses de consommation alimentaire était relativement élevée (0,76 en 1963 d'après une analyse des budgets des ménages et 0,36 en 1983). Le taux de l'élasticité-revenu a entraîné une diminution de la part des denrées alimentaires dans la consommation individuelle (de 60% en 1953 à 38% en 1980).

La structure de la consommation alimentaire en Croatie est illustrée par le Tableau 9. On a pu constater les changements suivants dans les régimes alimentaires des ménages agricoles (36% de la population croate en 1991) : la consommation de toutes les céréales et des pommes de terre a régulièrement diminué au cours de la période considérée. Celle des fruits et légumes frais et préparés a augmenté. La progression de la consommation de viande a été particulièrement marquée. Le porc et la volaille, qui sont ordinairement produits et consommés sur l'exploitation, viennent au premier rang.

Tableau 9. Consommation alimentaire des ménages croates (en kg par habitant et par an)

	1968	1978	1985	1990
Produits céréaliers - total	180,0	196,1	165,8	136,7
pains et petits pains	60,5	76,7	93,9	93,5
Pommes de terre	77,0	64,7	70,0	44,1
Légumes secs	7,7	6,1	5,0	4,1
Frais et traités				
légumes	64,2	69,5	50,1	57,2
fruits	47,2	61,6	47,9	51,8
Viande et poisson frais	33,6	54,1	58,8	50,8
porc	11,4	18,8	23,9	16,2
boeuf	8,7	14,2	12,3	13,2
mouton	2,0	2,1	1,5	2,2
volaille	8,6	14,3	15,6	13,5
poisson frais	2,9	4,7	5,2	5,7
Produits à base de viande et de poisson	15,2	15,5	15,6	10,8
Matières grasses	18,3	20,2	19,8	15,6
saindoux	10,3	8,6	8,0	5,0
huile	7,5	10,5	10,6	9,4
Lait frais	102,0	124,0	122,1	105,6
Fromage et autres produits laitiers	7,6	7,1	7,3	6,9
Oeufs (unités)	127,0	167,0	168,0	133,0
Sucre et produits sucriers	15,1	18,0	16,7	16,0
Vin (litre)	48,4	45,8	46,1	32,1
Bière (litre)	5,7	16,4	15,6	10,6
Eau de vie (litre)	5,3	4,7	4,1	2,1

Tous les chiffres sont tirés d'un sondage. La consommation en dehors des foyers (restaurants, hôtels, etc.) n'est pas prise en compte.

Des changements analogues, quoique d'une moindre ampleur, se sont produits dans la structure de la consommation alimentaire de la population croate dans son ensemble. Du fait de l'augmentation de la population non agricole et de l'amélioration des normes nutritionnelles, la demande croissante de produits alimentaires a provoqué de grosses difficultés pour les marchés. En Croatie, avant la Deuxième Guerre mondiale, un tiers seulement de la production agricole finale était écoulé sur le marché, contre 80% environ à la fin des années 1980. Le cinquième restant était consommé par les ménages agricoles et n'était pas vendu. Les anciennes fermes d'Etat écoulaient sur les marchés 90% environ de leur production finale contre 65% environ pour les propriétaires privés. La part qui est commercialisée est très variable en fonction du produit et des circuits de commercialisation.

Il existe deux circuits de commercialisation. L'un est le réseau de la vente en gros (entreprises d'Etat, coopératives et, de plus en plus, entreprises privées) pour lequel on dispose de statistiques. L'autre est composé des «marchés des paysans» dont l'importance varie. Lorsque l'écart entre la vente en gros et la vente au détail est important, les producteurs sont plus nombreux à vendre directement leurs produits sur le marché ou aux bouchers privés. Inversement, lorsque l'écart est «normal», les paysans vendent toute leur production directement aux grossistes. On trouvera au Tableau 10 les différences entre les produits.

Tableau 10. Production vendue sur le marché, exportations et importations des principaux produits, moyennes annuelles (1986-1990) (milliers de tonnes)

Produit	Production	Ventes à des grossistes	Exportations	Importations	Disponibilités sur le marché
Blé	1 335	751	98	11	664
Orge	161	64	2	2	64
Maïs	2 224	613	195	82	500
Tournesol	56	39	39
Fèves de soja	54	27	..	120	147
Graines de colza	43	30	1	37	68
Betterave à sucre	1 158	925		41	966
Tabac	15	14	1	..	15
Vin	233	45	14	6	37
Viande					
boeuf	133	65	28	22	59
porc	238	84	1	27	110
volaille	118	56	3	1	54
Lait	973	389	..	22	411

On s'aperçoit d'après les faits présentés ici que le maïs, qui est une culture importante en Croatie, est en général utilisé par les producteurs pour l'alimentation des animaux. Les produits de l'élevage sont donc la principale source de revenus des exploitants. Les céréales, le vin et la viande de boeuf sont les principaux produits d'exportation. Les importations sont en hausse et, en 1990, la Croatie était importateur net de produits alimentaires. La guerre en Croatie et la diminution du niveau de consommation alimentaire occultent temporairement ce problème mais l'afflux de réfugiés vient l'aggraver. Au cours de ces dernières années, l'aide humanitaire a considérablement atténué les difficultés d'approvisionnement alimentaire.

Le gouvernement fait de son mieux pour stimuler la production agricole. Il a introduit des prix garantis pour les principaux produits. Ces méthodes s'étant révélées inefficaces dans une économie inflationniste, les prix ont été libellés en marks. En résumé, on peut dire que les prix à la production sont plus élevés que les cours mondiaux (30 à 55% de plus) mais restent inférieurs au niveau garanti par la politique agricole commune de la Communauté européenne. Du fait que les rendements sont plus ou moins les mêmes que dans les pays de l'Union européenne, la taille réduite des opérations sur les exploitations croates est un indicateur du niveau relativement faible des revenus tirés de l'agriculture.

2. Education et formation professionnelle pour le secteur rural

Depuis T. W. Schultz et Z. Griliches, tous les économistes agricoles sont d'accord pour dire que l'éducation agricole est le facteur le plus important de la fonction globale de production, et ce dans tous les systèmes agricoles du monde. Cet axiome présente un intérêt tout particulier lorsqu'il s'agit de transformer un secteur agricole traditionnel. Du fait de l'ancien système, la Croatie, comme de nombreuses autres économies d'Europe du Centre et de l'Est, a pratiquement bloqué l'évolution de son secteur agricole, en figeant les schémas de production passés.

Au début du XXe siècle, près des deux tiers de la population (de 10 ans et plus) étaient analphabètes. En 1953, cette proportion était tombée à un septième et en 1991 à 3% seulement (le taux d'analphabétisme étant plus élevé chez les femmes). La dernière colonne du Tableau 11 montre la situation dans le secteur agricole où subsistent les dernières «poches» d'analphabétisme. Les analphabètes sont souvent les chefs de ménages. Les enfants provenant de ces familles finissent maintenant les huit années obligatoires d'enseignement primaire. Les élèves intelligents n'aiment pas le plus souvent rester chez eux, dans une atmosphère fermée aux améliorations du niveau de vie et des pratiques culturelles ainsi qu'aux connaissances livresques. Ils souhaiteraient partir vers d'autres horizons où leurs capacités seraient mieux appréciées que dans leur propre foyer. La situation est totalement différente dans le cas des élèves ayant quitté l'école en cours d'études, qui sont appelés à rester sur les exploitations. Une enquête sociologique réalisée dans des écoles rurales a constaté récemment que l'idéal des jeunes était d'abandonner leur village d'origine et la profession agricole. C'est la réponse qu'ont donnée sans hésitation 96% d'élèves tous âgés de 15 ans.

Tableau 11. Population croate de dix ans ou plus (1900-1991), en fonction du taux d'analphabétisme et du sexe

Recensement	Population de dix ans et plus (en milliers)	Total (%)	Hommes (%)	Taux d'analphabétisme* Femmes (%)	Dans la population agricole
1900	2 038	58,5	46,8	61,9	62,2
1931	2 308	34,7	25,4	43,4	39,7
1948	3 035	15,6	9,2	21,0	19,5
1953	3 204	16,3	9,3	22,4	19,7
1961	3 410	12,9	7,0	18,1	16,4
1971	3 781	9,0	4,7	12,9	11,8
1981	3 954	5,6	2,5	8,4	7,8
1991	4 190	3,0	1,4	4,3	4,6

*Estimations dans le cas de certains anciens recensements.

Dans ces conditions, l'agriculture fait l'objet d'un choix négatif puisque les seuls qui continueront à travailler les champs seront ceux qui ne pourront se placer ailleurs. Quelque 5% seulement des élèves qui entreprennent des études secondaires deviendront agriculteurs. Le manque d'intérêt que suscitent les écoles agricoles a obligé les autorités à en fermer certaines. Celles qui restent sont parfois très éloignées des exploitations, ce qui réduit encore le nombre d'élèves inscrits. C'est un cercle vicieux et la politique officielle n'a pas été capable de trouver les moyens de remédier à la situation. Et c'est là qu'est le problème : comment transmettre les connaissances acquises dans les facultés aux 78% d'agriculteurs privés ?

La réponse se trouve peut-être dans les formes non traditionnelles d'enseignement qui ne possèdent pas de structure verticale (comme l'enseignement classique) mais dont l'ambition est de transmettre à des agriculteurs en activité de nombreuses connaissances sur des sujets précis sans rapport les uns avec les autres. Cela a été fait par la vulgarisation agricole, l'éducation sanitaire, la formation professionnelle spécialisée, la formation à l'économie familiale, etc. En Croatie, cet enseignement de type non traditionnel existe mais est encore insuffisant dans de nombreux domaines. Ces diverses possibilités éducatives doivent être envisagées au niveau du village ou du comté. L'idée est que la vulgarisation agricole devrait offrir aux groupes intéressés (tels qu'exploitants ou femmes au foyer) des programmes plus particulièrement axés sur la production ou la consommation. Cependant, les vulgarisateurs en mesure d'organiser des stages intensifs sur de nombreux sujets sont peu nombreux. Cela est particulièrement vrai de la formation professionnelle agricole qui semble être un aspect très important de la vulgarisation agricole.

Le renforcement des universités et instituts de recherche agricoles et l'amélioration des conditions dans les collèges d'agriculture sont indispensables. Des efforts sont encore plus nécessaires dans le domaine de la vulgarisation, qui a été négligé, surtout pour les agriculteurs. Les prises de décisions au sein du ménage agricole seront beaucoup facilitées par la présence de bons vulgarisateurs dans chaque comté. Par le passé, le transfert de connaissances était essentiellement destiné aux grandes exploitations, ce qui éliminait le problème des petits producteurs. C'est pour cette raison que le système de vulgarisation est mal préparé à répondre aux besoins d'information de ces producteurs. La mise en place d'un service de vulgarisation répondant aux besoins croissants des petites exploitations est une nécessité absolue : les considérations de coût-efficacité sont toujours importantes mais un service de vulgarisation qui n'est pas parfaitement efficace reste un investissement rural très profitable. Dans les nouveaux pays d'Europe de l'Est, les progrès qui seront réellement accomplis dans l'agriculture dépendront du rapport dynamique qui sera établi avec les sources extérieures de connaissance. Le risque de sous-investissement dans la vulgarisation semble être beaucoup plus grand que celui de surinvestissement non rentable.

L'expérience croate montre que le succès d'un exploitant ne dépend pas des machines ou des bâtiments dont il dispose ni du volume d'engrais qu'il utilise. Ce qui est déterminant, c'est que l'exploitation soit administrée par une personne qualifiée capable d'appliquer les nouvelles techniques agricoles. Un supplément de formation est indispensable au développement agricole. En Croatie, comme dans le reste de l'Europe, la croissance ne dépend plus d'un facteur unique mais obligatoirement d'une combinaison de facteurs agricoles. Même pour ceux qui ont terminé des études supérieures, des cours de remise à niveau permanent sont nécessaires. On a constaté que l'adoption de nouvelles technologies agricoles

était un processus de longue haleine. Elle nécessite des personnes dévouées dans les services de vulgarisation agricole et une démarche intelligente, bien informée et ouverte. Malheureusement, les personnes possédant ces qualités sont actuellement très peu nombreuses dans les services de vulgarisation agricole. Ceux-ci sont relativement nouveaux et leur personnel a peu d'expérience de ce type de travail. Les vulgarisateurs capables de répondre aux familles rurales demandant un conseil précis sont trop peu nombreux. La télévision et les autres moyens modernes de communication de masse ne sont pas encore pleinement intégrés comme moyens de transmission des connaissances aux familles rurales et en particulier aux producteurs ruraux.

Il semblerait qu'une assistance technique extérieure puisse venir à bout de ces difficultés. Il y a deux façons d'importer des qualifications et connaissances spécialisées : l'une d'elles est d'envoyer des gens à l'étranger pour acquérir ces qualifications et pouvoir à leur retour diffuser et appliquer ces connaissances dans le pays. Certains pourront s'installer à l'étranger pendant une période donnée pour recevoir une formation en cours d'emploi. Pour un pays comme la Croatie (qui compte ou comptait des milliers d'expatriés), cette formule d'apprentissage en cours d'emploi semble être la solution la plus pratique pour les rapatriés qui retournent sur leurs exploitations.

